

MÉMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

DES

Großherzogthums Luxemburg.

Samedi, 28 octobre 1905.

N^o 63.

Samstag, 28. Oktober 1905

Loi du 25 septembre 1905, sur la transcription des droits réels immobiliers.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 3 mai 1905 et celle du Conseil d'État du 9 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Tous actes entre vifs, à titre gratuit ou onéreux, translatifs de droits réels immobiliers autres que les privilèges et les hypothèques seront transcrits au bureau de la conservation des hypothèques dans le ressort duquel les biens sont situés.

Il en sera de même :

1^o des actes portant renonciation à ces mêmes droits ;

2^o des actes de partage de biens immeubles, ou équipollents à partage ;

3^o des actes constitutifs d'antichrèse ;

4^o des baux d'une durée de plus de neuf années ;

5^o des actes constatant quittance ou cession d'une somme équivalente à trois années au moins de loyers ou fermages non échus ;

Gesetz vom 25. September 1905, betreffend die Ueberschreibung der dinglichen Immobilienrechte.

Wir **Adolph**, von Gottes Gnaden Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 3. Mai 1905, und derjenigen des Staatsrathes vom 9. desj. Mts., gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Art 1. Alle Urkunden, welche eine Ueberstragung unter Lebenden, ob unentgeltlich oder entgeltlich, von dinglichen Immobilienrechten, mit Ausnahme der Vorzugsrechte und der Hypotheken, enthalten, unterliegen der amtlichen Ueberschreibung in dem Hypothekenamte in dessen Bezirk die betreffenden Grundstücke gelegen sind.

Dasselbe gilt für die Urkunden, welche enthalten :

1^o eine Verzichtleistung auf eines der vorerwähnten Rechte ;

2^o eine Teilung oder eine einer solchen gleichbedeutende Zuwendung von Immobilien ;

3^o die Bestellung einer Antichrèse ; -

4^o einen Mietvertrag von einer Dauer von mehr als neun Jahren ;

5^o eine Quittung oder Abtretung einer Geldsumme, welche dem Betrage des Miet- oder Pachtpreises von wenigstens drei noch nicht erfolgten Jahren gleichkommt ; sowie

6° des jugements tenant lieu de conventions ou d'actes assujettis à la transcription.

La transcription s'opérera conformément aux prescriptions édictées par les art. 3, 4, 5 et 6 de la présente loi.

Art. 2. Sont admis à la transcription les jugements, les actes authentiques et les actes sous seing privé reconnus ou non en justice ou devant notaire.

Toutefois, la reconnaissance, aux fins de la transcription, d'un acte sous signature privée, quels que soient d'ailleurs son objet et son importance, pourra aussi être faite, d'un commun accord des parties intéressées, devant le juge de paix du domicile de celles-ci ou de l'une d'elles.

Si les parties intéressées résident à l'étranger, cette reconnaissance devra avoir lieu devant le juge de paix de la situation des immeubles afférents, et respectivement de la partie la plus importante de ces derniers.

Les formes de cette procédure, qui sera d'ailleurs affranchie de tous droits fiscaux, seront déterminées par un règlement d'administration publique.

Art. 3. Pour les actes notariés et les jugements assujettis à la formalité de la transcription, de même que pour les actes reconnus en justice par application des art. 193 ss. C. pr. c., la transcription s'opérera par le dépôt, au bureau de la conservation des hypothèques de la situation des biens en faisant l'objet, d'une expédition de l'acte ou du jugement, et pour les actes sous seing privé, revêtus de la reconnaissance du juge de paix, par le même dépôt d'une copie certifiée conforme par le greffier du contentieux de l'un des exemplaires reconnus.

Ces expéditions et respectivement copies sont couchées sur un timbre de modèle spécial, de la dimension du moyen papier, à fournir par l'administration de l'enregistrement et des domaines au prix uniforme de 10 centimes par feuille, et, le cas échéant, gratis pour la transcription de ceux

6° Urteile, welche etwaige der Ueberschreibung unterliegende Verträge oder Urkunden ersetzen sollen.

Die Ueberschreibung wird gemäß den in Art. 3, 4, 5 und 6 gegenwärtigen Gesetzes enthaltenen Vorschriften bewirkt.

Art. 2. Zur Ueberschreibung zulässig sind die Urteile, die authentischen und privatschriftlichen Urkunden, einerlei ob letztere gerichtlich oder notariell beglaubigt sind oder nicht.

Die Beglaubigung behufs Ueberschreibung einer privatschriftlichen Urkunde, ohne Rücksicht deren Gegenstand oder Bedeutung, kann jedoch ebenfalls im Einvernehmen der Beteiligten vor dem Friedensrichter des Wohnortes der oder einer der Parteien bewirkt werden.

Falls die Parteien ihren Aufenthalt im Auslande haben, muß die Beglaubigung vor dem Friedensrichter erfolgen, in dessen Amtsbezirk die betreffenden Grundgüter, bezw. der bedeutendste Teil derselben, gelegen sind.

Die Art und Weise dieses Verfahrens, welches übrigens von jeglichen Staatsgebühren frei ist, wird durch ein öffentliches Verwaltungsreglement bestimmt.

Art. 3. Zu Betreff der Ueberschreibungsplichtigen notariellen Urkunden und Urteile sowie der auf Grund der Art. 193 ff. der Civilprozessordnung gerichtlich anerkannten Urkunden erfolgt die Ueberschreibung vermittelst Hinterlegung auf dem Hypothekenamte des Bezirks, in welchem die Liegenschaften sich befinden, einer Ausfertigung der Urkunde oder des Urteils, und hinsichtlich der privatschriftlichen Urkunden, welche den Beglaubigungsvermerk des Friedensrichters tragen, vermittelst Hinterlegung einer vom Gerichtsschreiber vormaligen Abschrift eines der beiden beglaubigten Exemplare.

Zu diesen Ausfertigungen bezw. Abschriften ist ein besonderer Stempelbogen mittleren Formates zu verwenden, welcher von der Enregistrements- und Domänen-Verwaltung ausgegeben wird zu dem einheitlichen Kostenpreise von 10 Centimes bew. unentgeltlich, wenn es sich um die Ueberschreibung

de ces actes qui, d'après les dispositions légales actuellement en vigueur, sont transcrits en franchise du droit de timbre.

A l'égard des actes sous signature privée non reconnue, intervenus dans le Grand-Duché, la formalité aura lieu moyennant le dépôt d'un exemplaire de l'acte couché sur le dit timbre spécial de 10 centimes.

Pour les actes passés en pays étranger, la transcription se fera également au moyen du dépôt à la conservation des hypothèques, soit d'un exemplaire de l'acte même, soit d'une expédition de l'acte, l'un et l'autre couchés sur une feuille de la dimension du timbre spécial.

Le timbre spécial susvisé ne pourra servir exclusivement qu'aux documents destinés au dit dépôt à titre de transcription; il est assimilé au papier non timbré pour tout autre écrit.

Art. 4. Pour la délivrance de l'expédition des actes notariés devant servir à la transcription, le notaire instrumentaire touchera, pour le premier rôle 75 centimes et 40 centimes pour chacun des rôles suivants; si ces derniers ne sont pas remplis, ils sont payés proportionnellement et par quart.

L'expédition des jugements de même que les copies des actes sous seing privé reconnus en justice, seront délivrées par le greffier de la juridiction afférente, qui touchera de ce chef un salaire fixe d'un franc pour chaque expédition ou copie, quelle qu'en soit l'étendue.

Art. 5. Le dépôt des pièces aux fins de la transcription s'effectuera par la remise au conservateur des hypothèques afférent,

a) pour les actes authentiques, de la grosse à transcrire, ou d'une expédition de cet acte ou du jugement sur timbre ordinaire, et d'une expédition couchée sur le timbre spécial prévu par l'art. 3,

b) pour les actes sous signature privée vérifiés par le juge de paix, d'un exemplaire de cet acte et d'une copie délivrée de la manière indi-

quée par les dispositions légales actuellement en vigueur, de ces actes qui, d'après les dispositions légales actuellement en vigueur, sont transcrits en franchise du droit de timbre.

A l'égard des actes sous signature privée non reconnue, intervenus dans le Grand-Duché, la formalité aura lieu moyennant le dépôt d'un exemplaire de l'acte couché sur le dit timbre spécial de 10 centimes.

Pour les actes passés en pays étranger, la transcription se fera également au moyen du dépôt à la conservation des hypothèques, soit d'un exemplaire de l'acte même, soit d'une expédition de l'acte, l'un et l'autre couchés sur une feuille de la dimension du timbre spécial.

Le timbre spécial susvisé ne pourra servir exclusivement qu'aux documents destinés au dit dépôt à titre de transcription; il est assimilé au papier non timbré pour tout autre écrit.

Art. 4. Das dem instrumentirenden Notar zustehende Honorar für jede behufs Ueberschreibung zu ertheilende Ausfertigung der notariellen Urkunden ist für die erste Rolle auf 75 und für jede weitere Rolle auf 40 Centimes festgesetzt; für die nicht ganz ausgefüllte Rolle ist der Betrag verhältnißmäßig und viertelweise zu berechnen.

Die Ausfertigungen der Urtheile, ebenso wie die Abschriften der privatschriftlichen gerichtlich beglaubigten Urkunden sind von dem Gerichtsschreiber des zuständigen Gerichtes zu besorgen, dem dieweil ein festes Salär von einem Franken für jede Ausfertigung oder Abschrift, gleichviel welcher Ausdehnung, zusteht.

Art. 5. Zur Vollziehung der Ueberschreibung sind bei den betreffenden Hypothekenbewahrern zu hinterlegen:

a) bei authentischen Urkunden, die zu überschreibende Grosse oder eine Ausfertigung der Urkunde resp. des Urtheils auf gewöhnlichem Stempelpapier, und eine Ausfertigung auf dem in Art. 3 vorgesehenen Stempelpapier;

b) bei privatschriftlichen, von dem Friedensrichter beglaubigten Urkunden, ein Exemplar der Urkunde, und eine gemäß Art. 4 auf dem er-

quée par l'art. 4 sur le timbre spécial prémentionné;

et c) pour les actes sous seing privé non reconnus, d'un exemplaire sur timbre ordinaire, et d'un autre couché sur le dit timbre spécial.

Pour les actes passés en pays étranger, ce dépôt s'effectuera par la remise ou de deux exemplaires de l'acte à transcrire, ou de deux expéditions de cet acte, après avoir été soumis aux formalités de timbre et d'enregistrement dans le Grand-Duché.

Le jour même du dépôt, le conservateur portera sur les pièces déposées un numéro d'ordre, la date du dépôt, ainsi que le numéro sous lequel elles auront été inscrites au registre de dépôt prévu par la loi du 25 mars 1896 et, le cas échéant, la mention des inscriptions prises d'office.

Sur la pièce portant le numéro d'ordre le plus élevé de chaque jour, il sera fait mention que c'est la dernière déposée sous la date indiquée.

Le montant des droits et salaires perçu sera également annoté sur chaque pièce.

Art. 6. La grosse ou l'expédition sur timbre ordinaire de l'acte authentique ou du jugement, l'exemplaire remis de l'acte sous seing privé sur timbre ordinaire, et, le cas échéant, celui des exemplaires de l'acte passé en pays étranger, ou celle des expéditions de cet acte sur laquelle les droits de timbre ordinaire auront été perçus, sera restituée à la partie déposante, après que les annotations ci-dessus prescrites y auront été faites, et ce au plus tard dans la quinzaine à partir de la date du dépôt, et l'expédition ou l'exemplaire couché sur le timbre spécial et l'un des exemplaires, ou l'une des expéditions de l'acte passé en pays étranger revêtu du même timbre spécial, sera retenu au bureau.

Les pièces retenues en dépôt seront reliées en volume, dans l'ordre dans lequel elles se trouvent inscrites au registre de dépôt.

währendem besonderen Stempelpapier ausgestellte Abschrift;

c) bei nicht beglaubigten privatschriftlichen Urkunden, ein Exemplar auf besonderem und ein anderes auf gewöhnlichem Stempelpapier.

Im Betreff der im Auslande errichteten Urkunden sind entweder zwei Exemplare der zu überschreibenden Urkunde oder zwei Ausfertigungen derselben einzureichen, nachdem dieselben im Inlande den Stempel- und Registrirungsformlichkeiten unterworfen worden sind.

Am Tage ihrer Hinterlegung hat der Hypothekbewahrer die Schriftstücke mit einer Ordnungsnummer, dem Datum des Empfangs und der Nummer zu versehen, unter welcher dieselben in das durch das Gesetz vom 25. März 1896 vorgesehene Hinterlegungsregister eingetragen worden sind, sowie, zutreffendenfalls, die von Amtswegen vorgenommenen Einschreibungen auf denselben zu vermerken.

Dasjenige Schriftstück, welches die höchste Nummer eines Tages trägt, ist mit dem Vermerk zu versehen, daß es das Letzte ist, welches an dem Tage hinterlegt worden ist.

Der Betrag der erhobenen Rechte und Saläre ist ebenfalls auf jedem Schriftstück anzugeben.

Art. 6. Die eingereichte Grosse oder Ausfertigung der authentischen Urkunde oder des Urtheils, bezw. das Exemplar der privatschriftlichen Urkunde auf gewöhnlichem Stempelpapier, ebenso, zutreffendenfalls, das Exemplar oder die Ausfertigung der aus dem Auslande stammenden Urkunde, bei denen die gewöhnliche Stempelgebühr erhoben ist, werden, nachdem sie mit den vorerwähnten Vermerken versehen worden sind, dem Deposanten zurückgestellt, und zwar spätestens innerhalb vierzehn Tage nach der Hinterlegung; die auf das besondere Stempelpapier niedergeschriebene Ausfertigung oder Urkunde, bezw. die mit dem nämlichen Stempel versehene Urkunde oder Ausfertigung des im Auslande errichteten Aktes werden auf dem Hypothekenamte zurückbehalten.

Die so zurückbehaltenen Schriftstücke werden in einen Band gebunden und zwar in der Reihenfolge, in welcher sie im Hinterlegungsregister eingetragen sind.

Art. 7. Les conservateurs des hypothèques sont tenus de délivrer des certificats et extraits constatant les mutations et concessions de droits réels, ainsi que les baux consentis par tous individus indiqués dans les réquisitions écrites qui leur sont faites à cette fin.

Ils sont également tenus de délivrer à tout requérant copie des inscriptions ou des pièces déposées pour transcription ou des certificats constatant qu'il n'en existe point.

Art. 8. Tout acte translatif ou déclaratif de propriété de biens immeubles énoncera la commune de la situation, la section, le lieu dit, le numéro et la contenance du cadastre.

Art. 9. Lorsque pour l'exécution de leur convention, les parties contractantes adopteront une désignation différente de celle prévue en l'article précédent, elles seront tenues de renseigner supplémentaires soit dans le corps de l'acte, soit en marge, les indications cadastrales non contenues dans la désignation conventionnelle.

Les annotations marginales sont signées, sur les actes notariés, par le notaire rédacteur, sur ceux sous signature privée reconnus, par le greffier de la juridiction afférente et les parties, et sur ceux non reconnus, par ces dernières.

Art. 10. Tout titre ou écrit fait en contravention aux prescriptions des art 8 et 9 ci-dessus donnera lieu, lors de l'enregistrement, pour chaque contravention, à la perception d'une amende de 10 fr. à charge des attributaires de la propriété.

En ce qui concerne les actes notariés, le notaire rédacteur de l'acte sera tenu de l'acquiescer, sauf son recours contre qui de droit.

En cas d'énonciation inexacte, imputable aux parties, l'amende sera recouvrée par voie de contrainte à charge du nouveau possesseur.

Art. 7. Die Hypothekensamwahrer sind zur Erteilung von Bescheinigungen und Auszügen verpflichtet, durch welche eine Eigentumsübertragung oder eine Bewilligung von dinglichen Rechten oder von Mietverträgen seitens aller jener Personen nachgewiesen werden soll, welche in den diesbezüglich einzureichenden schriftlichen Gesuchen bezeichnet sind.

Dieselben sind ebenfalls gehalten, jedem Requirenten Abschrift der Einschreibungen oder der befuß Ueberschreibung hinterlegten Schriftstücke zu erteilen, oder schriftlich zu bescheinigen, daß solche nicht vorhanden sind.

Art. 8. Jede Urkunde, welche eine Eigentumsübertragung oder Erklärung von Liegenschaften enthält, muß die Gemeinde, wo dieselben gelegen sind, die Section, die nähere Ortsbenennung, die Nummer und den Flächeninhalt angeben, wie sie im Kataster eingetragen sind.

Art. 9. Wird zur Vollziehung ihres Vertrages eine andere Bezeichnung als die im vorhergehenden Artikel vorgesehene von den Parteien angenommen, so sind Letztere verpflichtet, die Katasterbezeichnungen, welche nicht in dem Vertrag enthalten sind, ergänzungsweise anzugeben, und zwar entweder in der Urkunde selbst, oder vermittels Handschrift.

Die Handschrift muß unterzeichnet werden, auf den notariellen Urkunden, von dem betreffenden Notar, auf den privatschriftlichen beglaubigten Urkunden, von dem zuständigen Gerichtsschreiber und den Parteien und auf den nichtbeglaubigten, von Letzteren.

Art. 10. Jede Urkunde, welche im Widerspruch mit den im vorhergehenden Art. 8 und 9 enthaltenen Vorschriften aufgestellt ist, unterliegt, für jede Zuwiderhandlung, einer Geldbuße von 10 Franken, welche anlässlich der Registrierung zu erheben ist, und zwar zu Lasten des Erwerbbers.

Bei notariellen Urkunden ist der betreffende Notar persönlich haftbar, vorbehaltlich seines Rückanspruches gegen den eigentlichen Schuldner.

Sind die unrichtigen Angaben den Parteien zur Last zu legen, so wird die Geldbuße mittels Zahlungsbefehls gegen den nunmehrigen Besitzer beigetrieben.

Art. 11. Jusqu'à la transcription, les droits résultant des actes et jugements énoncés à l'art. 1^{er} ne peuvent être opposés aux tiers qui du même auteur ont acquis des droits sur l'immeuble et qui se sont conformés aux lois

Les baux qui n'ont point été transcrits ne peuvent jamais leur être opposés pour une durée de plus de neuf années; les quittances ou cessions de loyers ou fermages ne peuvent leur être opposées que pour le terme de trois années qui resteront encore à courir

Les art. 834 et 835 du Code de procédure civile sont abrogés pour autant qu'ils accordent aux créanciers hypothécaires un délai de quinze jours après la transcription pour prendre leurs inscriptions.

Art. 12. Il n'est point dérogé aux dispositions spéciales du Code civil relatives à la transcription des actes portant donation ou cession de biens, à charge de rendre; elles continuent à recevoir leur exécution

Art. 13. L'action résolutoire pour l'inexécution des conditions d'une vente ou d'une donation immobilière ne peut être exercée au préjudice ni des créanciers inscrits sur l'acte, ni des tiers auxquels des droits réels auraient été concédés, à moins que le droit de résolution n'ait été formellement stipulé dans l'acte de vente ou de donation et qu'il soit rendu public par la transcription sur les registres du conservateur.

Art. 14. Tout notaire qui recevra un acte de vente ou de donation devra, sous peine de responsabilité, interpellé les parties si elles entendent se réserver le droit de résolution; il en sera fait mention expresse dans le contrat

Art. 15. Le conservateur des hypothèques est tenu, sous peine de tous dommages-intérêts envers les tiers, de faire d'office l'inscription

Art. 11. Bis zur Ueberschreibung können die aus den in Art. 1 bezeichneten Urkunden und Urteilen sich ergebenden Rechte solchen dritten Personen gegenüber nicht geltend gemacht werden, welche von demselben früheren Besitzer Rechte an der betreffenden Liegenschaft erworben haben und den gesetzlichen Bestimmungen nachgekommen sind

Die nicht überschriebenen Pachtverträge können dritten Personen gegenüber niemals für eine Dauer von mehr als neun Jahren geltend gemacht werden; die Quittungen und Abtretungen von Miet- oder Pachtpreisen gelten bloß für einen Zeitraum von drei noch abzulaufenden Jahren

Die Art. 834 und 835 der Civilprozessordnung sind abgeschafft insofern dieselben den Hypothekengläubigern nach der Ueberschreibung eine Frist von vierzehn Tagen zur Bewirkung ihrer Einreibungen bewilligen.

Art. 12. Die besonderen Bestimmungen des bayerischen Gesetzbuches, betreffend die Ueberschreibung derjenigen Urkunden, welche Schenkungen oder Verfügungen vorbehaltenlich der Aufkündigung enthalten, bleiben unverändert bestehen

Art. 13. Die Aufhebungsklage wegen Nichterfüllung der Bedingungen eines Verkaufes oder einer Schenkung von Immobilien kann zum Nachtheil der eingeschriebenen Gläubiger des Kaufers oder des Schenknehmers, oder Dritter, welchen dingliche Rechte bewilligt worden, nur ausgeübt werden, falls das Recht der Aufhebung in der Verkaufs- oder Schenkungs-Urkunde ausdrücklich festgesetzt, und ußerdem vermittelst der in den Registern des Hypothekenbewahrers erfolgten Ueberschreibung offenbart worden ist.

Art. 14. Bei Aufnahme einer jeden Verkaufs- oder Schenkungs-Urkunde muß der amtierende Notar, bei Strafe der Verantwortlichkeit, die Parteien zur Erklärung auffordern, ob sie das Auflösungsrecht sich vorbehalten wollen; von dieser Forderung muß in der Urkunde ausdrücklich Erwähnung geschehen.

Art. 15. Der Hypothekenbewahrer hat bei Strafe des Schadenersatzes den Dritten gegenüber, das in einem zur Ueberschreibung kommenden Ver-

sur son registre du droit de résolution réservé dans le contrat soumis à la transcription, au moment de celle-ci.

L'inscription conserve le droit de résolution pendant dix années, à compter du jour de sa date ; son effet cesse si elle n'a été renouvelée avant l'expiration de ce délai.

Art. 16. Il ne peut être stipulé que la résolution d'une vente immobilière aura lieu de plein droit pour inexécution des conditions.

La révocation d'une donation, dans les cas réglés par les art. 960 et suiv. du Code civil, n'aura pas lieu de plein droit ; elle devra être demandée en justice.

Art. 17. Aucune demande tendant à faire prononcer la résolution, la rescision ou l'annulation d'un acte transcrit, ne sera reçue dans les tribunaux qu'après avoir été inscrite, à la requête de l'avoué du demandeur, en marge de l'exemplaire ou de l'expédition déposé au bureau des hypothèques, ainsi que de l'inscription prévue à l'art. 15.

Tout jugement rendu sur une semblable demande sera également mentionné à la suite de l'inscription ordonnée par le paragraphe précédent et ce dans le mois de sa date.

L'avoué qui a obtenu le jugement est tenu de faire opérer cette mention, sous peine de cent francs d'amende, qui sera encourue de plein droit, si à l'expiration du délai ci-dessus fixé la dite formalité n'aura pas été remplie.

Pour opérer l'inscription ou les mentions exigées par les paragraphes précédents, l'avoué présente au conservateur :

1° s'il s'agit d'une demande en justice, deux extraits sur timbre contenant les noms, prénoms, professions et domiciles des parties, la désignation du contrat dont la résolution, la rescision ou l'annulation est demandée ainsi que du tribunal qui doit connaître de l'action :

trage etwa ausbedungenen Auflösungsrechtes vor Amtswegen in sein Register einzutragen, und zwar gleichzeitig mit der betreffenden Ueberschreibung.

Diese Eintragung wahrt das Auflösungsrecht für eine Dauer von zehn Jahren ; ihre Wirkung erlischt, falls dieselbe vor Ablauf dieses Zeitraumes nicht erneuert worden ist.

Art. 16. Die Vereinbarung, daß die Auflösung eines Verkaufes von Immobilien wegen Nichterfüllung der Bedingungen von Rechtswegen eintreten soll, ist nicht statthast.

Die Auflösung einer Schenkung in den in Art. 960 ff. des bürgerlichen Gesetzbuches vorgesehenen Fällen findet nicht von Rechtswegen statt, sondern muß gerichtlich nachgesucht werden.

Art. 17. Eine Klage, welche die Auflösung, die Wiederaufhebung oder die Nichtigkeit eines überschiedenen Rechtsgeschäftes zum Gegenstand hat, ist vor Gericht nicht zulässig, falls dieselbe nicht vorher, auf Ersuchen des klägerischen Anwaltes, am Stande sowohl des im Hypothekenamte hinterlegten Exemplares resp. Ausfertigung der Urkunde, als der in Art. 15 vorgesehenen Einschreibung eingetragen worden ist.

Jedes in einer solchen gerichtlichen Klage ergehende Urteil ist gleichfalls innerhalb eines Monats vom Datum desselben an, am Ende der im vorigen Absätze vorgeschriebenen Eintragung zu vermerken.

Der Anwalt, welcher das Urteil erwirkt hat, hat diesen Vermerk vornehmen zu lassen, bei Strafe einer Geldbuße von 100 Fr., welcher er von Rechtswegen, wenn vor Ablauf der oben festgesetzten Frist diese Formalität nicht erfüllt ist, verfällt.

Behufs dem in den vorhergehenden Absätzen vorgeschriebenen Eintragung bezw. Vermerken hat der Anwalt dem Hypothekenbewahrer folgende Schriftstücke vorzulegen :

1° Falls es sich um eine gerichtliche Klage handelt, zwei Auszüge auf Stempelpapier, enthaltend die Namen, Vornamen, Stand und Wohnort der Parteien, die Bezeichnung des Vertrages, dessen Auflösung, Wiederaufhebung oder Nichtigkeit beantragt wird, sowie der Gerichtsbehörde, welche in der Klage zu erkennen hat ;

2° s'il s'agit d'un jugement, deux extraits sur timbre délivrés par le greffier, contenant les noms, prénoms, profession et domicile des parties, le dispositif de la décision et le corps judiciaire qui l'a rendue

Art. 18. Le propriétaire antérieur qui veut intenter l'action résolutoire d'un acte transmissif de propriété immobilière pour inexécution des conditions, est obligé de notifier une copie de l'exploit contenant la demande aux créanciers hypothécaires et aux tiers qui ont des droits réels sur l'immeuble en vertu d'actes transcrits. Ils pourront intervenir dans l'instance et empêcher la résolution, à charge de désintéresser le demandeur, qui ne pourra réclamer, en dehors du capital qui lui est dû, que les intérêts de trois années au plus.

Le jugement prononçant la résolution n'aura pas d'effet à l'égard de ceux auxquels la notification ci-dessus prescrite n'aura pas été faite.

Les sommes que le propriétaire antérieur pourrait être condamné à restituer par suite de l'action en résolution, seront affectées au paiement des créances privilégiées ou hypothécaires, qui perdraient ce caractère par suite de cette action, et ce d'après le rang que ces créances avaient au moment de la résolution du contrat.

Art. 19. La transcription des actes désignés sub 3°, 4° et 5° de l'art. 1^{er} n'est passible d'aucun droit au profit du trésor.

Art. 20. Pour la transcription de tout acte, transcription qui s'opère conformément aux art. 4, 5 et 6 prérapportés, le conservateur des hypothèques ne touchera qu'un salaire fixe de 75 centimes.

A titre de dédommagement du chef de la diminution des émoluments, redevances et salaires, résultant pour les conservateurs des hypothèques actuellement en fonctions, de l'application

2. Sollte es sich um ein Urteil handeln, zwei von dem Gerichtsschreiber zu fertigende Auszüge auf Steuerpapier, worin die Namen, Vornamen, Stand und Wohnort der Parteien enthalten sind, sowie der verfügende Teil der Entscheidung und die Angabe des Gerichts, das diese erlassen hat

Art. 18. Der frühere Eigentümer, welcher wegen Nichterfüllung der Bedingungen eine gerichtliche Klage auf Aufhebung eines eine Eigenthumsübertragung von Immobilien enthaltenden Rechtsgeschäfts anzuheben will, hat den Hypothekengläubigern, sowie Dritten, welche dingliche Rechte an denselben auf Grund überschriebener Urkunden besitzen, eine Abschrift der die Klage enthaltenden Vorladung zuzustellen. Letztere sind zur Intervention zugelassen um die beantragte Aufhebung zu verhindern, unter der Bedingung, daß sie den Kläger schadlos halten, welcher, außer dem geschuldeten Hauptbetrag, bloß die Zinsen von höchstens drei Jahren beanspruchen kann.

Das die Aufhebung ansprechende Urteil ist wirkungslos gegenüber denjenigen, an welche die oben vorgeschriebene Zustellung nicht erfolgt ist.

Die Geldbeträge, zu deren Rückzahlung der frühere Eigentümer auf Grund der Auflösungsklage etwa verurtheilt werden sollte, sind zur Tilgung derjenigen Vorzugs- und Hypothekensorderungen zu verwenden, welche in Folge dieser Klage diesen Charakter verlieren wurden und zwar in Gemäßheit der Rangordnung des Bestandes dieser Forderungen im Augenblick der Aufhebung des Vertrages.

Art. 19. Die Ueberschreibung der unter Nummer 3, 4 und 5 des Art. 1 bezeichneten Urkunden unterliegt keinerlei Staatsgebühren.

Art. 20. Für die Ueberschreibung einer jeden Urkunde, welche gemäß Art. 4, 5 und 6 veranlassen ist, hat der Hypothekenbewahrer bloß ein festes Gehalt von 75 Centimes zu erheben.

Um die heute im Amt befindlichen Hypothekenbewahrer vor den Ausfall an Gebühren, Remisen und Salären schadlos zu halten, den das gegenwärtige Gesetz für sie im Gefolge haben wird, soll diesen

de la présente loi, ces fonctionnaires touchent, à charge de l'État, une indemnité fixe et globale par an, représentant cette moins-value calculée sur la base des données statistiques différentes pendant les quinze dernières années, en retranchant la plus forte et la plus faible, le tout sous déduction de l'import en moins et des frais de bureau et de commis, amené par la suppression des devoirs et écritures décrétée par les dispositions qui précèdent.

Le montant de cette allocation sera déterminé par une loi postérieure.

Art. 21. Un règlement d'administration publique décrètera toutes les mesures d'exécution pouvant être nécessitées par la présente loi.

Disposition transitoire. — Les créanciers, possédant un privilège ou une hypothèque, ou une action résolutoire, remontant à une date antérieure à la promulgation de la présente loi, pourront encore user des droits leur accordés par les art. 834 et 835 du Code de procédure civile, en faisant inscrire leurs créances dans le délai de six mois à partir de cette promulgation.

Ce délai passé, aucune inscription ne pourra plus être valablement prise en vertu de ces articles.

Art. 22. Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Hohenbourg, le 25 septembre 1905.

Pour le Grand-Duc :
Son Lieutenant-Représentant,
GUILLAUME,
Grand-Duc Héréditaire.

Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.

Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.

Beamten von Staatswegen ein fester Pauschalbetrag gewährt werden, dessen Höhe auf Grund der einschlägigen statistischen Nachweise über die letztverfloffenen fünfzehn Jahre, abzüglich des höchsten und des niedrigsten Jahrgangs, bemessen wird, wobei jedoch andererseits der Ersparnis an Büroaufkosten und Schreiberlöhnen Rechnung getragen werden soll, die ihnen die Abschaffung der bisherigen Obliegenheiten und Schreibereien bringen wird.

Der Betrag dieser Zuwendung wird durch ein späteres Gesetz bestimmt werden.

Art. 21. Ein öffentliches Verwaltungs-Measures wird alle zur Ausführung dieses Gesetzes nöthigen Bestimmungen treffen.

Vorübergehende Bestimmung — Die Gläubiger, welche ein Vorzugsrecht, ein Hypothekenrecht, oder ein Auflösungsrecht besitzen, das auf ein der Veröffentlichung des gegenwärtigen Gesetzes vorhergehendes Datum zurückreicht, können noch von den ihnen durch die Art. 834 und 835 der Civilprozessordnung gewährten Rechten Gebrauch machen, insofern sie ihre Forderung innerhalb einer Frist von sechs Monaten, von dieser Veröffentlichung an, einschreiben lassen.

Nach Ablauf dieser Frist kann eine gültige Einschreibung auf Grund dieser Artikel nicht mehr stattfinden.

Art. 22. Sämtliche dem gegenwärtigen Gesetze entgegenstehenden Bestimmungen sind abgeschafft

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz in's „Mémorial“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Hohenbourg, den 25. September 1905.

Für den Großherzog:
Dessen Statthalter,
WILHELM,
Erbgroßherzog.

Der Staatsminister, Präsident,
der Regierung,
EYSCHEN.

Der General-Director
der Finanzen,
MONGENAST.

Arrêté grand-ducal du 25 septembre 1905, portant règlement pour l'exécution de la loi du même jour sur la transcription des droits réels immobiliers.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu les art 2 et 21 de la loi de ce jour, concernant la transcription des droits réels immobiliers ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre d'État, président du Gouvernement, et de Notre Directeur général des finances et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons ;

Art. 1^{er}. La reconnaissance des actes sous signature privée, prévue par l'art. 2 de la loi du 25 septembre et. s'opérera par l'attestation sommaire, de la part du juge de paix, assisté de son greffier, de l'affirmation des parties, comparissant devant lui en personne ou par fondés de pouvoir, de la réalité et de la sincérité du contenu de l'acte à produire par elles, ainsi que des signatures y apposées.

Cette attestation, qui sera signée par le juge et le greffier, sera couchée sur chacun des exemplaires de l'acte, à la suite ou en marge des écritures y contenues, et fera mention des ratures, surcharges, interlignes et renvois éventuels.

Elle devra être précédée de l'enregistrement de l'acte.

Art. 2. Pour la transcription des actes intéressant l'État ou les communes, et dressés en dehors de l'intervention d'un officier ministériel, la copie de l'acte, destinée à rester en dépôt, sera certifiée par le Directeur général afférent, et resp. par le bourgmestre et le secrétaire de la commune, et sera accompagnée de l'original de l'acte.

Art. 3. L'établissement du timbre du modèle

Großh. Beschluß vom 25. September 1905, wie durch das Reglement zur Ausführung des Gesetzes von demselben Datum, die Ueberschreibung der dinglichen Immobilienrechte betreffend, erlassen wird.

Wir Adolph. von Gottes Gnaden (Großh.) Herzog von Luxemburg, Herzog von Nassau etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht der Art. 2 und 21 des Gesetzes vom heutigen Tage, die Ueberschreibung der dinglichen Immobilienrechte betreffend ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und Unseres General Directors der Finanzen, und nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

Art 1. Die in Art. 2 des Gesetzes vom 25. September 1905 vorgesehene Beglaubigung der privatschriftlichen Urkunden geschieht mittels einer von Seiten des Friedensrichters, in Gegenwart des Gerichtsschreibers zu ertheilenden summarischen Bescheinigung, daß die vor ihm persönlich oder durch Bevollmächtigte erschienenen Parteien die Wirklichkeit und Aufrichtigkeit des Inhaltes der von ihnen vorgelegten Urkunde, sowie der darauf befindlichen Unterschriften bekräftigt haben.

Diese von dem Friedensrichter und dem Gerichtsschreiber zu unterzeichnende Bescheinigung ist auf beiden Exemplaren der Urkunde, am Ende oder am Rande des Inhaltes derselben, zu beurkunden mit Erwähnung der etwaigen Durchstriche, Wohl- abänderungen, Zwischenzeilen und Nebenänderungen.

Die Registrirung der Urkunde muß der Beglaubigung vorausgehen.

Art. 2 Bei Ueberschreibung der den Staat oder die Gemeinden betreffenden Urkunden, welche nicht von einem ministeriellen Beamten aufgenommen sind, ist die im Hypothekenamte aufzubewahrende Abschrift der Urkunde seitens des betreffenden General-Directors, bezw. des Bürgermeisters und des Secretärs der Gemeinde zu beglaubigen, und gleichzeitig mit der Urschrift einzureichen.

Art. 3. Das Stempelpapier von dem besondern

spécial de 10 centimes prévu par l'art. 3 de la dite loi aura lieu moyennant l'apposition d'un timbre noir aux armes luxembourgeoises couronnées portant la légende : « Timbre de transcription — Luxembourg », et dans l'intérieur aux côtés de l'empreinte l'inscription « 10 c^{es} ».

L'empreinte des timbres sec et noir sera apposée au haut de la partie gauche de la feuille non déployée.

Les papiers devant servir aux actes à transcrire en franchise du droit de timbre porteront seulement le timbre extraordinaire noir gratuit.

L'administration de l'enregistrement et des domaines fera soigner sur le dit papier de timbre spécial les impressions afférentes à l'accomplissement régulier de la formalité de transcription.

Les écritures de l'acte devront être couchées d'une manière facilement lisible dans l'espace réservé à cette fin, de façon à laisser intactes les cases destinées aux émargements du conservateur.

Les ratures et renvois éventuels figureront à la suite et à la fin du contenu de l'acte qui portera également la relation de l'enregistrement.

Il appartient encore à l'administration de procéder, si les besoins du service l'exigent, à la réimpression d'un timbre mobile de transcription de 10 c^{es}, d'après les type et modèle de ceux existants actuellement.

Art. 4. Le timbre spécial dont mention en l'article qui précède est débité par les conservateurs des hypothèques, les receveurs de l'enregistrement et des contributions, ainsi que par les percepteurs et agents des postes.

Art. 5. En dehors de l'administration du cadastre, les secrétaires communaux sont également autorisés à fournir les indications cadastrales exigées par l'art. 8 de la loi, moyennant une rémunération de 5 c^{es} par article, sans pouvoir être inférieure à 25 c^{es} par extrait.

Art. 6. Les relations de la formalité de la

Modell von 10 Centimes, welches durch Art. 3 des genannten Gesetzes vorgegeben ist, wird vermittels eines schwarzen Stempels hergestellt, der das gekrönte luxemburger Wappen trägt mit der Besende: « Timbre de transcription — Luxembourg », und im Innern, zu beiden Seiten des Abdruckes, die Inschrift: « 10 C^{es} ».

Der trockene sowie der schwarze Stempel Abdruck ist oben an der linken Seite des nicht entfalteten Bogens anzubringen.

Das Papier, welches zu den stempelfrei zu überschreibenden Urkunden dienen soll, ist blos mit dem schwarzen außergewöhnlichen Gratisstempel zu versehen.

Die Enregistrements- und Domänen-Verwaltung wird auf diesem besonderen Stempelpapier den zur Vollziehung der Ueberschreibung erforderlichen Vordruck besorgen.

Der Inhalt der Urkunde ist in leicht leserlicher Schrift in den dazu bestimmten Raum einzutragen, so daß die für die Anmerkungen der Hypothekensbewahrer vorbehaltenen Felder frei bleiben.

Etwasige Durchstriche und Nebenanmerkungen sind am Ende des Inhalts der Urkunde anzubringen, welche ebenfalls den Registrationsvermerk tragen muß.

Die Verwaltung ist befugt, je nach Bedarf Ueberschreibungsstempelmarken von 10 Centimes nach Muster der heute bestehenden herstellen zu lassen.

Art. 4. Das im vorhergehenden Artikel erwähnte besondere Stempelpapier ist erhältlich bei allen Hypotheken-, Enregistrements- und Domänen-Ämtern, sowie bei den Steuereinnehmern und in den Postämtern.

Art. 5. Außer der Katasterverwaltung sind auch die Gemeinde Sekretäre zur Ertheilung der gemäß Art 8 des Gesetzes erforderlichen Angaben befugt vermittels einer Gebühr von 5 Centimes für jeden Artikel, bei einem Mindestsatz von 25 Centimes für jeden Auszug.

Art. 6. Der Nachweis der erfolgten Ueber-

transcription à consigner sur les documents qui seront restitués aux déposants, seront faites selon les prescriptions actuellement existantes.

Art. 7. L'inscription du droit de résolution prescrite par l'art. 15 de la loi sera faite en même temps, le cas échéant, que l'inscription d'office et dans le même contexte.

Art. 8. Le salaire des conservateurs pour la reconnaissance des dépôts de pièces, et fixé à 25 c^{es} par le décret du 21 septembre 1810, est maintenu.

Pour les mentions prescrites par l'art. 17 de la loi, il leur est alloué un salaire de 50 c^{es}.

Art. 9. Les documents déposés seront reliés sous la surveillance des conservateurs, mais aux frais de l'État. Les volumes, qui ne pourront contenir chacun au-delà de 300 feuilles, seront reliés au fur et à mesure de leur formation.

Art. 10. Les notaires et greffiers sont tenus d'annoter au bas des expéditions et copies délivrées par eux aux fins de la transcription les salaires perçus de ce chef.

Les infractions éventuelles seront signalées par les conservateurs et fonctionnaires supérieurs de l'administration de l'enregistrement et des domaines.

Art. 11. L'amende de 10 fr. comminée par l'art. 10 de la loi est due à raison de chaque omission, et resp. de chaque article irrégulièrement indiqué à l'acte. S'il y a plusieurs acquéreurs conjoints ou indivis, les amendes encourues pourront être recouvrées en totalité à charge de chacun d'eux.

Art. 12. L'amende de fr. 100, édictée à charge de l'avoué par l'art. 17 de la loi, sera recouvrée par le conservateur des hypothèques du bureau de la situation des immeubles afférents.

Les poursuites seront exercées comme en matière d'enregistrement.

Schreibung, welcher in die den Parteien zurück behändigenden Schriftstücke einzutragen ist, gesch. nach den heute geltenden Vorschriften.

Art. 7. Die durch Art. 15 des Gesetzes v geschriebene Einschreibung des Auflösungsrech ist, zutreffendenfalls, gleichzeitig mit der v Amtswegen zu erfolgenden Einschreibung und : Zusammenhänge mit diesen vorzunehmen.

Art. 8. Das Salär der Hypothekenbewahr für Bescheinigung der Hinterlegung von Schrif stücken, wie es das Dekret vom 29. September 181 auf 25 Centimes festgesetzt hat, ist beibehalten.

Für die in Art. 17 des Gesetzes vorgeschrieben Vermerke steht ihnen ein Salär von 50 Centimes zu.

Art. 9. Die hinterlegten Schriftstücke werden auf Staatskosten, unter Aufsicht der Hypotheken bewahrer gebunden. Die betreffenden Bände, welche nicht mehr als 300 Bogen enthalten dürfen, werden je nach Maßgabe des vorhandenen Mate- rials gebunden.

Art. 10. Die Notare und Gerichtsschreiber sind verpflichtet, am Ende der von ihnen er- theilten, zur Ueberschreibung dienenden Ausfer- tigungen und Abschriften, die von ihnen dieserhalb erhobenen Gebühren anzugeben.

Etwaige Zuwiderhandlungen sind seitens der Hypothekenbewahrer und Oberbeamten der En- registremens- und Domänen-Verwaltung zur An- zeige zu bringen.

Art. 11. Die in Art. 10 des Gesetzes ange- drohte Geldbuße ist geschuldet für eine jede Unter- lassung, bezw. für einen jeden in der Urkunde unregelmäßig bezeichneten Artikel. Im Falle mehrerer gemeinschaftlicher oder ungetheilter Er- werber kann die Gesamtheit der verwirkten Geld- büßen gegen jeden derselben beigetrieben werden.

Art. 12. Die Beitreibung der in Art. 17 des Gesetzes gegen den Anwalt verhängten Geldbuße von 100 Fr erfolgt durch den Hypothekenbewahrer in dessen Amtsbezirk die betreffenden Liegenschaften sich befinden.

Das Beitreibungsverfahren geschieht in derselben Weise wie in Enregistremenssachen.

Art. 13. Les actes dressés et non encore transcrits lors de la mise en vigueur de la nouvelle loi, subiront la formalité d'après les prescriptions de cette dernière.

Les registres de transcription actuellement en usage seront clos et arrêtés par les inspecteurs de l'Administration, chacun dans son ressort, aussitôt après l'accomplissement des devoirs de transcription des actes présentés à la formalité avant l'entrée en vigueur de la loi nouvelle.

Art. 14. Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, et Notre Directeur général des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Château de Hohenbourg, le 25 septembre 1905.

Pour le Grand-Duc :
Son Lieutenant-Représentant,
GUILLAUME,
Grand-Duc-Héréditaire.

Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Circulaire relative à l'exécution, sous le rapport des indications cadastrales, de la loi sur la transcription des droits réels immobiliers.

La loi de ce jour, concernant la transcription des droits réels immobiliers renferme dans son art. 8 une disposition fort importante sur laquelle il y a lieu d'attirer plus particulièrement l'attention des intéressés.

D'après cet article, tout acte translatif ou déclaratif de propriété de biens immeubles énoncera la commune de la situation, la section, le lieu dit, le numéro et la contenance du cadastre.

En prescrivant l'énumération des désignations cadastrales dans l'acte, le législateur avait en vue de prévenir à l'avenir les mutations erronées et de perfectionner ainsi dans la suite

Art. 13. Die beim Inkrafttreten des neuen Gesetzes bereits aufgestellten, jedoch noch nicht überschriebenen Urkunden unterliegen der Ueberschreibung gemäß den Vorschriften dieses Gesetzes.

Die gegenwärtig im Gebrauche befindlichen Ueberschreibungsregister werden von den Inspektoren der Verwaltung, von einem jeden in seinem Amtsbezirke, abgeschlossen, sobald die Ueberschreibungsformalitäten in Betreff der zu diesem Zwecke vor dem Inkrafttreten des neuen Gesetzes eingereichten Urkunden vollzogen worden sind.

Art. 14. Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, und Unser Generaldirektor der Finanzen sind, ein jeder soweit es ihn betrifft, mit der Ausführung dieses Beschlusses betraut.

Schloß Hohenburg, den 25. September 1905.

Für den Großherzog:
Dessen Statthalter,
Wilhelm,
Erbgroßherzog.

Der Staatsminister, Präsident,
der Regierung,
E y s c h e n.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Kundschreiben. — Ausführung des Gesetzes betreffend die Ueberschreibung der dinglichen Immobilienrechte, hinsichtlich der Katasterbezeichnungen.

Das Gesetz vom heutigen Tage, betreffend die Ueberschreibung der dinglichen Immobilienrechte, enthält im Art. 8 eine höchst wichtige Bestimmung, auf welche die besondere Aufmerksamkeit der Beteiligten hiermit gelenkt wird.

Demgemäß ist in jeder Urkunde, die eine Eigentums-Übertragung oder -Erklärung von Grundgütern enthält, die Gemeinde in der dieselben gelegen sind, die Section, die nähere Ortsbenennung, die Katasternummer sowie der Flächeninhalt nach dem Kataster anzugeben.

Indem er die Aufzählung der Katasterbezeichnungen in der Urkunde verlangt, bezweckt der Gesetzgeber, den irthümlichen Mutationen in der Folge vorzubeugen und so die Einschreibungen

des temps les inscriptions du cadastre, de façon qu'il puisse un jour ou l'autre servir de base à l'établissement du livre foncier. Par l'exactitude des indications cadastrales, bien des déboires, des démarches, des contestations, des frais et des procès seront évités; l'acheteur aussi bien que le vendeur, l'ancien et le nouveau propriétaire, le notaire instrumentaire et le rédacteur privé de l'acte ont donc tous le plus grand intérêt à ce que l'art. 8 susdit trouve une exécution complète et exacte.

Pour atteindre le but susmentionné, il ne suffit pas de faire mention des indications cadastrales, mais il faut nécessairement que le numéro inséré s'applique parfaitement à l'immeuble faisant l'objet du contrat.

Il est donc du premier devoir des contractants de s'enquérir de l'identité des numéros énumérés dans l'acte. Cette opération peut s'effectuer de différentes manières. Le propriétaire, au courant de la situation et des désignations de ses propriétés, aura à sa disposition les renseignements voulus par la possession des pièces. C'est le cas le plus rare.

Dans le plus grand nombre des cas, il faut rechercher et surtout vérifier les numéros sur le plan cadastral qui se trouve au bureau du géomètre cantonal, ou du secrétaire communal, ou au bureau central du cadastre à Luxembourg. Avec le concours de ces agents, et en cas de besoin avec le concours du garde-champêtre ou d'une personne connaissant la situation des lieux, cette identité des immeubles et des numéros cadastraux s'établira donc sans trop de peine, surtout si les tenants ou aboutissants ainsi que les contenance sont connus. Les plans et les tableaux indicatifs consultés avec soin suffiront dans bien des cas; l'extrait délivré fera mention que ce contrôle a eu lieu.

S'agit il d'un grand complexe composé d'une grande série de parcelles, il est recommandable de faire constater l'identité respective sur les

des Katasters im Laufe der Zeit dergestalt vervollkommen, daß dieselben dereinst bei Einführung des Grundbuches als Grundlage dienen können. Durch genaue und zuverlässige Katasterbezeichnungen werden viele Scherereien, Unlichkeiten, Streitigkeiten, Kosten und Prozesse vermieden. Der Käufer wie der Verkäufer, der frühere wie der neue Besitzer, der amtreuende Notar wie der die Urkunde abfassende Privatmann, alle haben das größte Interesse daran, daß der vorbelegene Art. 8 vollständig und genau ausgeführt werde.

Zur Erreichung vorgedachten Zweckes genügt es nicht, daß die Katasteraufzeichnungen erwähnt werden, sondern die eingeschriebene Nummer muß sich genau auf das Immobilien beziehen, das die Urkunde zum Gegenstande hat.

Die erste Aufgabe der Contractanten wird es daher sein, sich genau von der Identität der in der Urkunde aufgeführten Nummern zu überzeugen. Dies kann auf verschiedene Weise geschehen. Der Eigentümer, welcher von der Lage und den Bezeichnungen seiner liegenden Güter Kenntnis hat, verfügt über die erforderlichen Aufschlüsse durch die Schriftstücke, welche er in Händen hat. Dies ist jedoch der seltenere Fall.

In den meisten Fällen müssen die Nummern auf dem Katasterplan, welcher im Bureau des Kantonal-Geometers oder des Gemeindefekretärs oder im Centralbureau des Katasters zu Luxemburg aufliegt, nachgesucht und genau auf ihre Richtigkeit geprüft werden. Unter Mitwirkung dieser Beamten und, im Nothfalle, des Feldhüters oder irgend einer anderen Person, welche in der Parzellirung der Banne Bescheid weiß, wird sich die Identität der Immobilien und der Katasternummern ohne allzugroße Schwierigkeit feststellen lassen, besonders wenn die Anstößer und der Flächeninhalt bekannt sind. Eine sorgfältige Einsicht der Pläne und Tabellen wird in manchen Fällen genügen; in den gefertigten Auszügen ist zu vermerken, daß diese Prüfung stattgefunden hat.

Handelt es sich um einen ausgedehnten, durch eine große Anzahl von Parzellen gebildeten Bezirk, so empfiehlt es sich, die Identität jedes ein-

lieux mêmes par les géomètres, à l'aide des plans et des tableaux indicatifs.

La légère dépense extraordinaire à supporter par les intéressés sera largement compensée par les avantages multiples d'une indication exacte et régulière. Il sera également fait mention sur l'extrait de cette vérification détaillée.

D'après l'art. 5 du règlement en date du 25 septembre dernier, concernant l'exécution de la loi susdite, il est accordé pour la délivrance des extraits cadastraux une rémunération de 5 cent. par article, sans que cette rémunération puisse être inférieure à 25 cent. par extrait.

A partir de la publication du dit règlement, cet art. 5 est à considérer comme ayant une portée générale et s'appliquant à tous les extraits cadastraux, quel que soit le but de la délivrance; le n° 841 du Recueil méthodique est donc modifié dans le sens susindiqué.

Il est bien entendu que pour les recherches et autres travaux de cabinet, il n'est pas dérogé à l'arrêté grand-ducal du 10 décembre 1892.

Tous les extraits cadastraux et toutes les copies des plans délivrés à une administration publique ou à un particulier devront dorénavant porter la signature de l'agent qui a confectionné l'extrait ou la copie.

Si ces pièces sont délivrées par le bureau central du cadastre, elles devront porter en outre un numéro d'ordre et être signées par le sous-chef de bureau, chargé de tenir la comptabilité de ces recettes.

Luxembourg, le 25 septembre 1905.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST

zelen Artikels an Ort und Stelle durch die Geometer, unter Zuhilfenahme der Pläne und Tabellen, feststellen zu lassen.

Die geringe außergewöhnliche Ausgabe, welche den Beteiligten hieraus erwächst, wird vollauf durch die vielfachen Vortheile einer richtigen und regelmäßigen Bezeichnung aufgewogen. Diese Detailprüfung wird ebenfalls auf dem Auszug vermerkt.

Gemäß Art. 5 des Reglements vom 25. September d. J., betreffend die Ausführung des genannten Gesetzes, wird für die Ausfertigung der Katasterauszüge eine Gebühr von 5 Centimes pro Artikel bewilligt, ohne daß dieselbe für einen Auszug weniger als 25 Centimes betragen kann.

Vom Tage der Veröffentlichung dieses Reglements ab gelangt dieser Art. 5 allgemein zur Anwendung und gilt derselbe für alle Kataster-Auszüge, ohne Rücksicht auf den Zweck, zu welchem deren Ausfertigung geschieht; die Nr. 841 des Recueil méthodique ist damit entsprechend abgeändert.

Selbstverständlich bleibt für die Nachsuchungen und sonstigen Bureauarbeiten der Großh. Beschluß vom 10. Dezember 1892 unverändert bestehen.

Alle Kataster-Auszüge und alle Abschriften von Plänen, welche für eine öffentliche Verwaltung oder eine Privatperson ausgefertigt werden, müssen fernerhin die Unterschrift desjenigen Beamten tragen, der den Auszug oder die Abschrift besorgt hat.

Werden diese Schriftstücke durch das Centralbureau des Katasters ausgefertigt, so müssen sie außerdem mit einer laufenden Nummer sowie mit der Unterschrift des mit der Rechnungsführung betrauten Unterbureauvorstehers versehen sein.

Luzemburg, den 25. September 1905.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Avis. — Service sanitaire.

Bekanntmachung. — Sanitätswesen.

Tableau des maladies contagieuses observées dans les différents cantons pendant la première quinzaine du mois d'octobre 1905.

Verzeichnis der während der ersten Hälfte des Monats Oktober 1905 in den verschiedenen Cantonen festgestellten ansteckenden Krankheiten.

N ^o d'ordre	CANTONS.	LOCALITÉS.	Fièvre typhoïde	Diph-térie.	Coque-luche.	Scarla-tine	Variole.	Affection, puerperals	
1	Luxembourg.	Ville de Luxembourg.	2	»	»	»	»	»	
2		Dommeldange.	»	»	»	4	»	»	
		Eich.	1	»	»	»	»	»	
		Rollingergrund.	2	»	»	»	»	»	
		Strassen.	2	»	»	»	»	»	
3	Capellen.	Dippach.	1	»	»	»	»	»	
4	Esch-s.-l'Alz.	Bettembourg.	2	»	»	»	»	1	
		Differdange.	1	»	»	1	»	»	
		Dudelange.	2	1	»	»	»	»	
		Esch-sur-l'Alzette.	1	»	»	1	»	»	
		Leudelange.	1	»	»	»	»	»	
		Niedercorn.	1	»	»	»	»	»	
		Petange.	4	»	»	»	»	»	
		Rumelange.	1	»	»	»	»	»	
5		Mersch	Heffingen.	1	»	»	»	»	»
			Helmdange.	1	»	»	»	»	»
		Tuntingen.	»	1	1	»	»	»	
6	Clervaux.	Asselborn.	»	1	»	»	»	»	
		Troisvierges.	1	»	»	»	»	»	
		Wilwerdange.	1	»	»	»	»	»	
7	Diekirch.	Diekirch.	2	»	»	»	»	»	
		Eppeldorf.	1	»	»	»	»	»	
		Ettelbruck.	»	3	»	»	»	»	
		Stegen.	1	»	»	»	»	»	
8	Vianden.	Bivels	2	»	»	»	»	»	
		Vianden.	1	»	»	»	»	»	
9	Wiltz.	Kaillhorn (Doncols)	»	»	»	1	»	»	
		Kautenbach.	1	»	»	»	»	»	
		Wiltz.	1	»	»	»	»	»	
		Wilwerwiltz.	1	»	»	»	»	»	
10	Echternach.	Christnach.	»	1	»	»	»	»	
		Echternach.	2	»	»	»	»	»	
		Zittig.	1	»	»	»	»	»	
11	Grevenmacher.	Grevenmacher.	1	»	»	»	»	»	
12	Remich.	Filsdorf	»	»	»	1	»	»	
		Kleinmacher.	»	1	»	»	»	1	
		Remich.	»	»	»	»	»	1	
		Rolling.	»	»	»	1	»	»	
		Totaux.	39	8	1	9	»	3	

Luxembourg, le 21 octobre 1905.